

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

(Ce texte remplace celui paru au Moniteur belge n° 146 du 24 juillet 1993.)

MINISTERE DES FINANCES

F. 93 — 1793

[C — 3510]

22 JUILLET 1993

Loi portant des dispositions fiscales et financières (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier. — Impôts directs

Article 1er. A l'article 19 du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié par l'article 2 de la loi du 28 juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1er est complété comme suit :

« 3° les revenus compris dans les capitaux et valeurs de rachat liquidés en cas de vie afférents à des contrats d'assurance-vie prévoyant un rendement garanti que le contribuable a conclus individuellement et dont aucune des primes n'a donné lieu à une réduction d'impôt pour épargne à long terme en application des articles 145¹ à 145²⁰ »;

2° l'article est complété par le paragraphe suivant :

« § 4. Lorsqu'il s'agit de capitaux et valeurs de rachat de contrats d'assurance-vie visés au § 1er, 3°, les revenus correspondent à la différence entre d'une part les sommes payées ou attribuées à l'exclusion des participations aux bénéfices exonérées conformément à l'article 40, et d'autre part le total des primes versées.

Le montant imposable des revenus ne peut toutefois être inférieur au montant correspondant à la capitalisation des intérêts, au taux de 4,75 p.c. l'an, calculés sur le montant total des primes versées ».

Art. 2. L'article 21 du même Code, modifié par l'article 1er de la loi du 28 décembre 1992 et par l'article 134, 1°, de la loi du 22 mars 1993, est complété comme suit :

« 9° les revenus compris dans les capitaux et valeurs de rachat, tels qu'ils sont définis à l'article 19, § 1er, 3°, dans chacun des cas suivants :

a) lorsque le contrat prévoit le paiement au décès d'un capital équivalant à 130 p.c. au moins du total des primes versées;

(1) Session 1992-1993.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 762-1. — Rapport de la commission des finances, n° 762-2. — Amendements, n°s 762-3 à 14.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 15 et 17 juin 1993.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, n° 1072/1. — Amendements n°s 1072/2 à 7. — Rapport de la commission des finances n° 1072/8. — Amendements après rapport, n°s 1072/9 et 10.

Annales parlementaires. — Compte rendu analytique de la séance plénière du 9 juillet 1993.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet amendé par la Chambre des représentants, n° 762-15.

(Deze tekst vervangt degene verschenen in het Belgisch Staatsblad nr. 146 van 24 juli 1993.)

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 93 — 1793

[C — 3510]

22 JULI 1993

Wet houdende fiscale en financiële bepalingen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Directe belastingen

Artikel 1. In artikel 19 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 28 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld als volgt :

« 3° de inkomsten begrepen in kapitalen en afkoopwaarden verevend bij leven betreffende levensverzekeringscontracten met gewaarborgd rendement die de belastingplichtige individueel heeft gesloten en waarvan geen enkele premie aanleiding heeft gegeven tot een belastingvermindering voor het lange termijnsparen met toepassing van de artikelen 145¹ tot 145²⁰ »;

2° het artikel wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 4. Met betrekking tot kapitalen en afkoopwaarden van levensverzekeringscontracten vermeld in § 1, 3°, stemmen de inkomsten overeen met het verschil tussen, enerzijds de betaalde of toegekende bedragen met uitsluiting van de overeenkomstig artikel 40 vrijgestelde deelnemingen in de winst, en, anderzijds, het totaal van de gestorte premies.

Het belastbare bedrag van de inkomsten mag evenwel niet lager zijn dan het bedrag dat overeenstemt met de kapitalisatie van de interesten tegen 4,75 pct. per jaar, berekend op het totale bedrag van de gestorte premies ».

Art. 2. Artikel 21 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 28 december 1992 en bij artikel 134, 1°, van de wet van 22 maart 1993, wordt aangevuld als volgt :

« 9° inkomsten die zijn begrepen in kapitalen en afkoopwaarden zoals die in artikel 19, § 1, 3°, worden omschreven, in elk van de volgende gevallen :

a) wanneer het contract voorziet in het betalen bij het overlijden van een kapitaal gelijk aan ten minste 130 procent van het totaal van de gestorte premies;

(1) Zitting 1992-1993.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet, nr. 762-1. — Verslag namens de commissie voor de financiën, nr. 762-2. — Amendementen, nrs. 762-3 tot 14.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergaderingen van 15 en 17 juni 1993.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 1072/1. — Amendementen nrs. 1072/2 tot 7. — Verslag namens de commissie voor financiën, nr. 1072/8. — Amendementen na verslag, nrs. 1072/9 en 10.

Parlementaire Handelingen. — Beknopt verslag van de plenaire vergadering van 9 juli 1993.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 762-15.

b) lorsque le contrat est conclu pour une durée supérieure à huit ans et que les capitaux ou valeurs de rachat sont effectivement payés plus de huit ans après la conclusion du contrat ».

Art. 3. Il est inséré dans le même Code un article 64bis, rédigé comme suit :

« Article 64bis. Dans les zones de développement de catégorie 1 visées à l'article 11 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, l'autorisation peut être donnée de pratiquer, par dérogation aux articles 61, alinéa 1er et 64, pendant un maximum de trois périodes imposables successives convenues dans le contrat d'aide, un amortissement annuel égal au double de l'annuité d'amortissement linéaire normal, pour les investissements en immobilisations corporelles consistant en constructions, en installations, machines et outillage qui ont été acquises ou constituées conformément à l'opération encouragée dans le cadre de cette loi.

La même autorisation peut également être donnée aux conditions suivantes pour les investissements en immobilisations corporelles de même nature acquises ou constituées conformément à une opération encouragée dans le cadre de la loi de réorientation économique du 4 août 1978 :

1° l'autorisation ne peut être octroyée aux entreprises soumises à la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises que pour autant qu'elles satisfassent à l'ensemble des dispositions y reprises;

2° l'autorisation ne peut être octroyée qu'en faveur des immobilisations concernées pour lesquelles une aide à l'investissement, une subvention-intérêt ou une prime en capital a été accordée pour une durée de trois ans ou plus et qui ne font déjà pas l'objet, sous l'une ou l'autre forme, d'un amortissement accéléré

Ces autorisations sont données par l'Exécutif régional compétent ou le membre de l'Exécutif que celui-ci désigne.

Elles font l'objet d'une décision qui désigne les périodes imposables pour lesquelles l'amortissement linéaire normal peut être doublé ainsi que les immobilisations concernées. La décision est notifiée à l'administration des contributions directes qui en assure l'exécution ».

Art. 4. L'article 197 du même Code est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Le précompte immobilier et les additionnels à celui-ci constituent également des frais professionnels ».

Art. 5. A l'article 198 du même Code, modifié par l'article 17 de la loi du 28 juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2° est abrogé;

2° le 3° est complété comme suit : « , à l'exception du précompte immobilier ».

Art. 6. L'article 215, alinéa 3, du même Code, modifié par l'article 22 de la loi du 28 juillet 1992 et par l'article 10, 1°, de la loi du 28 décembre 1992, est complété comme suit :

« 8° aux sociétés dont les revenus, avant déduction des frais professionnels, ne sont pas produits, à concurrence de 50 p.c. au moins, par des activités industrielles, commerciales ou agricoles dégageant des bénéfices visés à l'article 24 ».

Art. 7. L'article 262, 1°, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« 1° les revenus de capitaux et biens mobiliers et les revenus divers visés à l'article 90, 6°, recueillis par des contribuables assujettis à l'impôt des personnes morales dans les cas où ces revenus :

a) ont été attribués ou mis en paiement sans aucune retenue ni versement de précompte mobilier, lorsqu'il s'agit de revenus d'origine belge;

b) ont été recueillis à l'étranger sans intervention d'un intermédiaire établi en Belgique, lorsqu'il s'agit de revenus d'origine étrangère ».

Art. 8. L'article 270 du même Code, modifié par l'article 33 de la loi du 28 juillet 1992 et par l'article 14 de la loi du 28 décembre 1992 est complété par un 6°, rédigé comme suit :

« 6° ceux qui, au titre de curateurs de faillites, liquidateurs de concordats judiciaires, liquidateurs de sociétés ou qui exercent des fonctions analogues sont tenus à honorer des créances ayant le caractère de rémunérations au sens de l'article 30 ».

Art. 9. Dans l'article 272, alinéa 1er, 1°, du même Code, les mots « les redevables désignés à l'article 270, 1° et 3° » sont remplacés par les mots « les redevables désignés à l'article 270, 1°, 3° et 6° ».

b) wanneer het contract gesloten is voor meer dan acht jaar en de kapitalen of afkoopwaarden effectief worden betaald meer dan acht jaar na het sluiten van het contract ».

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 64bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 64bis. In de ontwikkelingszones van categorie 1, vermeld in artikel 11 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, kan machtiging verleend worden om, in afwijking van de artikelen 61, eerste lid en 64, gedurende maximaal drie opeenvolgende belastbare tijdperken overeengekomen in het tegevoetkomingscontract, een jaarlijkse afschrijving toe te passen die gelijk is aan tweemaal de normale lineaire afschrijvingsannuïteit op investeringen in materiële vaste activa bestaande uit gebouwen, installaties, machines en uitrusting die zijn aangeschaft of vervaardigd overeenkomstig de in het kader van die wet aangemoedigde verrichting.

Dezelfde machtiging kan onder de volgende voorwaarden eveneens verleend worden voor investeringen in materiële vaste activa van dezelfde aard die zijn aangeschaft of vervaardigd overeenkomstig een in het kader van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering aangemoedigde verrichting :

1° de machtiging kan slechts verleend worden aan ondernemingen onderworpen aan de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen, voor zover ze aan alle in die wet vermelde bepalingen voldoen;

2° de machtiging kan slechts verleend worden ten voordele van de bedoelde vaste activa waarvoor een investeringstevoetkoming, een rentetoeleage of een kapitaalpremie is toegestaan voor een periode van drie jaar of meer en die nog niet in een of andere vorm versneld worden afgeschreven.

Deze machtigingen worden verleend door de bevoegde Gewest Executieve of het lid dat erdoor is aangewezen.

Zij worden geregeld in een beslissing tot aanwijzing van de belastbare tijdperken waarvoor de normale lineaire afschrijving mag worden verdubbeld en tot aanwijzing van de bedoelde vaste activa. De beslissing wordt ter kennis gebracht van de administratie der directe belastingen die voor de uitvoering ervan zorgt ».

Art. 4. Artikel 197 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een tweede lid luidend als volgt :

« De onroerende voorheffing en de desbetreffende opcentiemen worden eveneens als beroepskosten aangemerkt ».

Art. 5. In artikel 198 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 17 van de wet van 28 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het 2° wordt opgeheven;

2° het 3° wordt als volgt aangevuld : « , met uitzondering van de onroerende voorheffing ».

Art. 6. Artikel 215, derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 22 van de wet van 28 juli 1992 en bij artikel 10, 1°, van de wet van 28 december 1992, wordt aangevuld als volgt :

« 8° op vennootschappen waarvan het inkomen, vóór aftrek van de beroepskosten, niet ten belope van ten minste 50 pct. wordt getrokken uit nijverheids-, handels- of landbouwactiviteiten, die winst opbrengen als vermeld in artikel 24 ».

Art. 7. Artikel 262, 1°, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° inkomsten van roerende goederen en kapitalen en diverse inkomsten vermeld in artikel 90, 6°, verkregen door aan de rechtspersonenbelasting onderworpen belastingplichtigen ingeval die inkomsten :

a) zonder enige inhouding of storting van roerende voorheffing zijn toegekend of betaalbaar gesteld, indien het inkomen van Belgische oorsprong betreft;

b) zonder bemiddeling van een in België gevestigde tussenpersoon in het buitenland zijn verkregen, indien het inkomen van buitenlandse oorsprong betreft ».

Art. 8. Artikel 270 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 33 van de wet van 28 juli 1992 en bij artikel 14 van de wet van 28 december 1992, wordt aangevuld met een als volgt luidend 6° :

« 6° diegenen die als curatoren in faillissementen, vereffenaars van gerechtelijke akkoorden, vereffenaars van vennootschappen of als personen die gelijkaardige functies uitoefenen, schuldvorderingen hebben te honoreren met de hoedanigheid van bezoldigingen als bedoeld in artikel 30 ».

Art. 9. In artikel 272, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « de in artikel 270, 1° en 3° vermelde belastingschuldigen » vervangen door de woorden « de in artikel 270, 1°, 3° en 6° vermelde belastingschuldigen ».

Art. 10. L'article 277 du même Code est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Aucune imputation à titre de précompte immobilier n'est non plus opérée sur l'impôt des sociétés ni sur l'impôt des non-résidents établi conformément à l'article 246 ».

Art. 11. L'article 278 du même Code est abrogé.

Art. 12. L'article 287 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 287. En ce qui concerne les revenus de capitaux et biens mobiliers autres que les dividendes et les revenus de la location, de l'affermage, de l'usage ou de la concession de tous biens mobiliers, la quotité forfaitaire d'impôt étranger est déterminée suivant le produit :

a) d'une fraction dont le numérateur est égal à l'impôt étranger effectivement retenu exprimé en pour cent du revenu auquel il se rapporte, sans pouvoir excéder 15 p.c. de ce revenu, et dont le dénominateur est égal à 100, diminué du chiffre du numérateur;

b) et d'une fraction dont le numérateur est égal à la différence positive entre le montant total du dénominateur et le montant total des revenus de capitaux et biens mobiliers, à l'exclusion des dividendes, que la société a supportés pendant la période imposable et dont le dénominateur est égal à la somme du montant total des revenus de biens immobiliers, capitaux et biens mobiliers et du montant brut total des revenus professionnels à l'exclusion des plus-values réalisées ou non.

Lorsque le débiteur du revenu supporte l'impôt étranger à la décharge du bénéficiaire, le dénominateur visé à l'alinéa 1er, a, est fixé à 100.

Pour l'application de l'alinéa 1er, b, les revenus de capitaux et biens mobiliers comprennent également les revenus visés à l'article 21 ».

Art. 13. L'article 290 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 290. Dans le chef des habitants du royaume et sans préjudice de l'application de l'article 277 :

1° le précompte immobilier est imputé à concurrence de l'impôt des personnes physiques, pour autant qu'il se rapporte à des biens qui ne sont pas affectés à l'exercice de l'activité professionnelle;

2° le montant des sommes imputables à titre de précompte immobilier et de quotité forfaitaire d'impôt étranger, ne peut pas dépasser, dans la mesure où elles se rapportent à des revenus de biens affectés à l'exercice d'une activité professionnelle, la quotité de l'impôt des personnes physiques qui est proportionnellement afférente aux revenus professionnels ».

Art. 14. Dans l'article 292 du même Code, les mots « de précompte immobilier, de précompte immobilier fictif, » sont supprimés.

Art. 15. L'article 307, § 3, alinéa 3, du même Code est remplacé par l'alinéa suivant :

« La nomenclature et le modèle des documents, relevés ou renseignements visés à l'alinéa 1er sont déterminés en concertation avec les organisations les plus représentatives de l'industrie, l'agriculture, le commerce et l'artisanat et les organisations les plus représentatives des travailleurs ».

Art. 16. A l'article 342 du même Code, modifié par l'article 35 de la loi du 28 juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le texte actuel qui formera le § 2, les mots « N'est pas opposable à l'Administration des contributions directes » sont remplacés par les mots « N'est pas non plus opposable à l'administration des contributions directes »;

2° il est inséré un nouveau § 1er, rédigé comme suit :

« § 1er. N'est pas opposable à l'administration des contributions directes, la qualification juridique donnée par les parties à un acte ainsi qu'à des actes distincts réalisant une même opération lorsque l'administration constate, par présomptions ou par d'autres moyens de preuve visés à l'article 340, que cette qualification a pour but d'éviter l'impôt, à moins que le contribuable ne prouve que cette qualification répond à des besoins légitimes de caractère financier ou économique »;

Art. 10. Artikel 277 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een derde lid luidend als volgt :

« Evenmin wordt onroerende voorheffing verrekend met de vennootschapsbelasting en met de belasting van niet-inwoners gevestigd ingevolge artikel 246 ».

Art. 11. Artikel 278 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 12. Artikel 287 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 287. Met betrekking tot inkomsten van roerende goederen en kapitalen niet zijnde dividend en niet zijnde inkomsten van verhuring, verpachting, gebruik en concessie van roerende goederen, wordt het forfaitair gedeelte van buitenlandse belasting bepaald volgens het produkt :

a) van een breuk waarvan de teller gelijk is aan de werkelijk ingehouden buitenlandse belasting uitgedrukt in een percentage van het inkomen waarop die belasting betrekking heeft, beperkt tot 15, en waarvan de noemer gelijk is aan 100 verminderd met het cijfer van de teller;

b) en van een breuk waarvan de teller gelijk is aan het positieve verschil tussen het totale bedrag van de noemer en het totale bedrag van de inkomsten van roerende goederen en kapitalen, met uitsluiting van dividend, die de vennootschap in het belastbare tijdperk heeft gedragen, en waarvan de noemer gelijk is aan de som van het totale bedrag van de inkomsten van onroerende goederen, roerende goederen en kapitalen en van het totale brutobedrag van de beroepsinkomsten met uitsluiting van al dan niet verwezenlijkte meerwaarden.

Wanneer de schuldenaar van het inkomen de buitenlandse belasting heeft gedragen tot ontlasting van de verkrijger, bedraagt de in het eerste lid, a, vermelde noemer 100.

Voor de toepassing van het eerste lid, b, omvatten de inkomsten van roerende goederen en kapitalen eveneens de in artikel 21 bedoelde inkomsten ».

Art. 13. Artikel 290 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 290. Voor rijksinwoners en onverminderd de toepassing van artikel 277 :

1° wordt de onroerende voorheffing, voor zover zij betrekking heeft op goederen die niet voor het uitoefenen van de beroeps werkzaamheid worden gebruikt, tot het bedrag van de personenbelasting verrekend;

2° mogen de als onroerende voorheffing en forfaitair gedeelte van buitenlandse belasting verrekenbare sommen, in zover zij betrekking hebben op inkomsten van goederen die voor het uitoefenen van de beroeps werkzaamheid worden gebruikt, niet meer bedragen dan het deel van de personenbelasting dat evenredig betrekking heeft op de beroepsinkomsten ».

Art. 14. In artikel 292 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « onroerende voorheffing, fictieve onroerende voorheffing, » geschrapt.

Art. 15. Artikel 307, § 3, derde lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door het volgende lid :

« De nomenclatuur en het model van de in het eerste lid bedoelde bescheiden, opgaven en inlichtingen worden vastgesteld in overleg met de meest representatieve organisaties uit de nijverheid, de landbouw, de handel en het ambachtswezen en de meest representatieve werknemersorganisaties ».

Art. 16. In artikel 344 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 35 van de wet van 28 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de huidige tekst die § 2 zal vormen, worden de woorden « Aan de Administratie der directe belastingen kan niet worden tegengeworpen » vervangen door de woorden « Aan de administratie der directe belastingen kan evenmin worden tegengeworpen »;

2° een nieuwe als volgt luidende § 1 wordt ingevoegd :

« § 1. Aan de administratie der directe belastingen kan niet worden tegengeworpen, de juridische kwalificatie door de partijen gegeven aan een akte alsook aan afzonderlijke akten die een zelfde verrichting tot stand brengen, wanneer de administratie door vermoedens of door andere in artikel 340 vermelde bewijsmiddelen vaststelt dat die kwalificatie tot doel heeft de belasting te ontwijken, tenzij de belastingplichtige bewijst dat die kwalificatie aan rechtmatige financiële of economische behoeften beantwoordt »;

3° à l'article 345, § 1er, alinéa 1er, du même Code, modifié par l'article 36 de la loi du 28 juillet 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le 1°, les mots « ou 344 » sont remplacés par les mots « ou 344, § 2 » ;

2° un 5° est inséré, rédigé comme suit :

« 5° que pour l'application de l'article 344, § 1er, la qualification juridique réponde bien à des besoins légitimes de caractère financier ou économique ».

Art. 17. L'article 422 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 422. Pour le recouvrement des impôts directs et des précomptes en principal et additionnels, des intérêts et des frais, le Trésor public a un privilège général sur les revenus et les biens meubles de toute nature du redevable, à l'exception des navires et des bateaux.

Le privilège grève également les revenus et les biens meubles du conjoint et des enfants du redevable dans la mesure où le recouvrement des impositions peut être poursuivi sur lesdits revenus et biens ».

Art. 18. L'article 423 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 423. Le privilège visé à l'article 422, prend rang immédiatement après celui mentionné à l'article 19, 5°, de la loi du 16 décembre 1851. Il s'exerce pendant deux ans à compter de la date de l'exécutoire du rôle.

Par dérogation à l'alinéa 1er, le privilège en matière de précompte professionnel a le même rang que celui qui est visé à l'article 19, 4°ter, de la loi du 16 décembre 1851. Il s'exerce pendant trois ans à compter de la date d'exigibilité du précompte professionnel fixée à l'article 412.

L'affectation par préférence visée à l'article 19 in fine de la loi du 16 décembre 1851 est applicable aux impôts et aux précomptes visés dans le présent Code ».

Art. 19. L'article 424, alinéa 1er, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« La saisie des revenus ou des biens avant l'expiration des délais prévus à l'article 423 conserve le privilège jusqu'à leur réalisation ».

Art. 20. L'article 425, alinéa 1er, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Les impôts directs et les précomptes en principal et additionnels, les intérêts et les frais sont garantis par une hypothèque légale sur tous les biens appartenant au redevable, situés en Belgique, et qui en sont susceptibles ».

Art. 21. A l'article 445 du même Code, les mots « de 200 à 10 000 francs » sont remplacés par les mots « de 2 000 à 50 000 francs ».

Art. 22. Dans le même Code, il est inséré un titre VIIbis, rédigé comme suit :

« TITRE VIIbis. — Contribution complémentaire de crise

Article 463bis. § 1er. A titre de contribution complémentaire de crise, il est établi, au profit exclusif de l'Etat, 3 centimes additionnels :

1° à l'impôt des personnes physiques, à l'impôt des sociétés, à l'impôt des personnes morales visées à l'article 220, 2° et 3°, et à l'impôt des non-résidents, à l'exception des Etats étrangers et de leurs subdivisions politiques et collectivités locales, y compris les cotisations distinctes spéciales visées aux articles 219 et 246, 2° ; les contributions complémentaires de crise sont calculées sur ces impôts déterminés :

— avant imputation des versements anticipés visés aux articles 157 à 168, 175 à 177, 218, 226, 243, dernier alinéa et 246, 1°, des précomptes et de la quotité forfaitaire d'impôt étranger, visés aux articles 277 à 296 ;

— avant application de la majoration prévue en cas d'absence ou d'insuffisance de versements anticipés visés au 1er tiret ou de la bonification qui y est attachée et avant application des 6 centimes additionnels visés à l'article 245 ;

2° au précompte mobilier ;

3° à l'impôt afférent à certaines plus-values réalisées par les non-résidents, établi et recouvré conformément à l'article 301 :

3° in artikel 345, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 36 van de wet van 28 juli 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 1° worden de woorden « of 344 » vervangen door de woorden « of 344, § 2 » ;

2° er wordt een 5° ingevoegd, luidend als volgt :

« 5° voor de toepassing van artikel 344, § 1, de juridische kwalificatie aan rechtmatige financiële of economische behoeften beantwoordt ».

Art. 17. Artikel 422 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 422. Voor de invordering van de directe belastingen en van de voorheffingen in hoofdsom en opcentiemen, van de interesten en van de kosten, heeft de Openbare Schatkist een algemeen voorrecht op de inkomsten en op de roerende goederen van alle aard van de belastingschuldige, met uitzondering van schepen en vaartuigen.

Het voorrecht bezwaart insgelijks de inkomsten en de roerende goederen van de echtgenoot en van de kinderen van de belastingsschuldige in de mate dat de invordering van de aanslagen kan worden vervolgd op de bewuste inkomsten en goederen ».

Art. 18. Artikel 423 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 423. Het voorrecht vermeld in artikel 422, neemt rang onmiddellijk na dat vermeld in artikel 19, 5°, van de wet van 16 december 1851. Het wordt uitgeoefend gedurende twee jaar, te rekenen vanaf de datum van de uitvoerbaarverklaring van het kohier.

In afwijking van het eerste lid, heeft het voorrecht inzake bedrijfsvoorheffing dezelfde rang als dat vermeld in artikel 19, 4°ter, van de wet van 16 december 1851. Het wordt uitgeoefend gedurende drie jaar te rekenen vanaf de eisbaarheid van de bedrijfsvoorheffing ingevolge artikel 412.

De aanwending bij voorrang, vermeld in artikel 19 in fine van de wet van 16 december 1851, is van toepassing op de belastingen en op de voorheffingen vermeld in dit Wetboek ».

Art. 19. Artikel 424, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Bij beslaglegging op inkomsten of goederen vóór het verstrijken van de in artikel 423 bepaalde termijnen, blijft het voorrecht tot de tegeldemaking van die inkomsten of goederen gehandhaafd ».

Art. 20. Artikel 425, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De directe belastingen en de voorheffingen in hoofdsom en opcentiemen, de interesten en de kosten zijn gewaarborgd door een wettelijke hypotheek op al de aan de belastingschuldige toebehorende goederen, die in België gelegen en daarvoor vatbaar zijn ».

Art. 21. In artikel 445 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « van 200 tot 10 000 frank » vervangen door de woorden « van 2 000 tot 50 000 frank ».

Art. 22. In hetzelfde Wetboek, wordt een titel VIIbis ingevoegd, luidend als volgt :

« TITEL VIIbis. — Aanvullende crisisbijdrage

Artikel 463bis. § 1. Als aanvullende crisisbijdrage worden, uitsluitend in het voordeel van de Staat, 3 opcentiemen gevestigd :

1° op de personenbelasting, op de vennootschapsbelasting, op de rechtspersonenbelasting voor rechtspersonen vermeld in artikel 220, 2° en 3°, en op de belasting van niet-inwoners met uitzondering van de vreemde Staten en hun staatkundige onderdelen en plaatselijke gemeenschappen, met inbegrip van de bijzondere afzonderlijke aanslagen vermeld in de artikelen 219 en 246, 2° ; de aanvullende crisisbijdragen worden berekend op die belastingen vastgesteld :

— vóór verrekening van de voorafbetalingen vermeld in de artikelen 157 tot 168, 175 tot 177, 218, 226, 243, laatste lid en 246, 1°, van de voorheffingen en van het forfaitair gedeelte van buitenlandse belasting vermeld in de artikelen 277 tot 296 ;

— vóór toepassing van de vermeerdering ingeval geen of ontoereikende voorafbetalingen als vermeld in de eerste gedachtenstreep zijn gedaan of van de daaraan verbonden bonificatie en vóór toepassing van de 6 opcentiemen vermeld in artikel 245 ;

2° op de roerende voorheffing ;

3° op de belasting met betrekking tot sommige meerwaarden verwezenlijkt door niet-inwoners, gevestigd en ingevorderd overeenkomstig artikel 301 ;

4° à la cotisation spéciale sur revenus mobiliers instaurée par l'article 42 de la loi du 28 décembre 1983 portant des dispositions fiscales et budgétaires;

5° à la cotisation spéciale établie dans le chef des producteurs d'électricité, instaurée par l'article 35, § 1er, de la loi du 28 décembre 1990 relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales; elle est calculée sur cette cotisation spéciale déterminée avant imputation des versements anticipés visés à l'article 36 de ladite loi et avant application de la majoration prévue pour absence ou insuffisance de tels versements.

Les contributions complémentaires de crise sont assimilées à l'impôt ou précompte qui sert de base à leur calcul. Les dispositions prévues en matière de versements anticipés et de précompte professionnel par les articles 157 à 168, 175 à 177, 218, 229, 243, dernier alinéa, 248, 2°, 270 à 275 et par l'article 36 de la loi du 28 décembre 1990 relative à diverses dispositions fiscales et non fiscales leur sont applicables dans la mesure où ces dispositions s'appliquent à l'impôt ou précompte qui leur sert de base.

Les contributions complémentaires de crise ne sont pas déductibles à titre de frais professionnels.

La taxe communale et la taxe d'agglomération additionnelles à l'impôt des personnes physiques visées à l'article 486 ne s'appliquent pas à la contribution complémentaire de crise à l'impôt des personnes physiques.

§ 2. Pour l'application du § 1er, alinéa 1er, 1° et alinéa 2 :

1° les taux d'imposition forfaitaires et le minimum de 20 p.c. prévus à l'article 58 sont majorés de 3 centimes additionnels;

2° le pourcentage de 108 prévu aux articles 165 et 175 est porté à 109;

3° l'article 218, alinéa 2, n'est pas applicable en tant qu'il vise l'article 165, le pourcentage de 109 prévu au 2° du présent paragraphe étant toutefois ramené à 103;

4° à l'article 304, l'impôt des personnes physiques, l'impôt des sociétés, l'impôt des personnes morales et l'impôt des non-résidents s'entendent de l'impôt majoré des contributions complémentaires de crise.

§ 3. Pour l'application du § 1er, alinéa 1er, 2°, le taux du précompte mobilier, majoré de 3 centimes additionnels, est arrondi au centième supérieur ou inférieur d'un point selon que le chiffre des millièmes d'un point atteint ou non 5 ».

Art. 23. § 1er. Les articles 4 à 6 et 10 à 15 entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1994.

§ 2. Les articles 1er et 2 sont applicables aux contrats conclus à partir du 7 mai 1993.

§ 3. Les articles 7 à 9 sont applicables aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1er juillet 1993.

§ 4. L'article 16 est applicable aux actes conclus à partir du 31 mars 1993, sauf en ce qui concerne l'application y relative de l'article 345 du Code des impôts sur les revenus 1992 qui entre en vigueur à la date fixée par le Roi, par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres, et au plus tard le 31 décembre 1993.

Dans l'arrêté visé à l'alinéa 1er, le Roi prévoit, par dérogation aux dispositions de l'article 345 du Code précité, des dispositions transitoires autorisant le contribuable à demander un accord écrit pour les actes conclus entre le 31 mars 1993 et le jour de l'entrée en vigueur de cet arrêté, même si ces opérations ont été réalisées entre-temps.

§ 5. L'article 21 est applicable aux sanctions administratives liées aux infractions commises à partir du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*.

§ 6. L'article 22 en tant qu'il introduit un article 463bis dans le Code des impôts sur les revenus 1992 entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 1994, sauf le § 1er, alinéa 1er, 2°, dudit article 463bis qui est applicable aux revenus qui sont attribués ou mis en paiement à partir du 26 juillet 1993.

§ 7. Toute modification apportée à partir du 8 avril 1993 à la date de clôture des comptes annuels reste sans influence pour l'application des articles 4, 5, 6, 10 à 14 et 22.

TITRE II

CHAPITRE 1er. — Modifications apportées au Code de la taxe sur la valeur ajoutée

Art. 24. A l'article 70 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, modifié par les lois du 27 décembre 1977, 22 décembre 1989 et 28 décembre 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1er, alinéa 2, les mots « 54 et 55 » sont remplacés par les mots « 54, 55 et 58 »;

4° op de bijzondere heffing op roerende inkomsten ingevoerd door artikel 42 van de wet van 28 december 1983 houdende fiscale en begrotingsbepalingen;

5° op de bijzondere aanslag gevestigd ten name van de electriciteitsproducenten, ingevoerd door artikel 35, § 1, van de wet van 28 december 1990 betreffende verscheidene fiscale en niet-fiscale bepalingen; zij wordt berekend op die bijzondere aanslag vastgesteld vóór verrekening van de voorafbetalingen vermeld in artikel 36 van voormelde wet en vóór toepassing van de vermeerdering ingeval geen of ontoereikende voorafbetalingen zijn gedaan.

De aanvullende crisisbijdragen worden gelijkgesteld met de belasting of de voorheffing waarop zij worden berekend. De in de artikelen 157 tot 168, 175 tot 177, 218, 228, 243, laatste lid, 248, 2°, 270 tot 275 en in artikel 36 van de wet van 28 december 1990 betreffende verscheidene fiscale en niet-fiscale bepalingen vermeldde bepalingen inzake voorafbetalingen en bedrijfsvoorheffing zijn daarop van toepassing voor zover die bepalingen van toepassing zijn op de belasting of de voorheffing die tot grondslag ervan dient.

De aanvullende crisisbijdragen zijn niet als beroepskosten aftrekbaar.

De aanvullende gemeentebelasting en de aanvullende agglomeratiebelasting op de personenbelasting vermeld in artikel 486 zijn niet van toepassing op de aanvullende crisisbijdrage op de personenbelasting.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, eerste lid, 1° en tweede lid :

1° worden de in artikel 58 vermeldde forfaitaire aanslagvoeten en het minimum van 20 pct. verhoogd met 3 procentiemen;

2° wordt het in de artikelen 165 en 175 vermeldde percentage van 108 op 109 gebracht;

3° is artikel 218, tweede lid, niet van toepassing voor zover het artikel 165 betreft; het in het 2° van deze paragraaf bedoelde percentage van 109 pct. wordt evenwel tot 103 pct. verminderd;

4° wordt in artikel 304 als belasting verstaan, de personenbelasting, de vennootschapsbelasting, de rechtspersonenbelasting en de belasting van niet-inwoners verhoogd met de aanvullende crisisbijdragen.

§ 3. Voor de toepassing van § 1, eerste lid, 2°, wordt het met 3 procentiemen verhoogde tarief van de roerende voorheffing afgerond tot het hogere of lagere honderdste van een punt naargelang het cijfer van de duizendsten van een punt al dan niet 5 bereikt ».

Art. 23. § 1. De artikelen 4 tot 6 en 10 tot 15 treden in werking met ingang van het aanslagjaar 1994.

§ 2. De artikelen 1 en 2 zijn van toepassing op de met ingang van 7 mei 1993 gesloten contracten.

§ 3. De artikelen 7 tot 9 zijn van toepassing voor de inkomsten toegekend of betaalbaar gesteld vanaf 1 juli 1993.

§ 4. Artikel 16 is van toepassing op de akten die vanaf 31 maart 1993 zijn gesloten, behoudens de ermede verband houdende toepassing van artikel 345 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 die in werking treedt op een door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, bepaalde datum, en uiterlijk op 31 december 1993.

In het in het eerste lid vermeldde besluit, bepaalt de Koning, in afwijking van de bepalingen van artikel 345 van voormeld Wetboek, overgangsmaatregelen om het de belastingplichtige toe te laten een schriftelijk akkoord te vragen omtrent de tussen 31 maart 1993 en de dag van de inwerkingtreding van dit besluit gesloten akten, zelfs indien ondertussen de verrichtingen werden verwezenlijkt.

§ 5. Artikel 21 is van toepassing op de administratieve boeten die verband houden met overtredingen begaan vanaf de eerste dag van de maand volgend op die waarin deze wet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

§ 6. In zoverre het een artikel 463bis in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 invoegt, treedt artikel 22 in werking met ingang van het aanslagjaar 1994, behoudens § 1, eerste lid, 2°, van voormeld artikel 463bis dat van toepassing is voor de inkomsten toegekend of betaalbaar gesteld vanaf 26 juli 1993.

§ 7. Elke wijziging die vanaf 8 april 1993 aan de datum van afsluiting van de jaarrekening wordt aangebracht, is zonder uitwerking voor de toepassing van de artikelen 4, 5, 6, 10 tot 14 en 22.

TITEL II

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde

Art. 24. In artikel 70 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, gewijzigd bij de wetten van 27 december 1977, 22 december 1989 en 28 december 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden de woorden « 54 en 55 » vervangen door de woorden « 54, 55 en 58 »;

2^o dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « mille francs » sont remplacés par les mots « deux mille francs » ;

3^o dans le § 3, alinéa 1^{er}, les mots « mille francs » sont remplacés par les mots « deux mille francs » ;

4^o le § 4, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« Les infractions aux articles 39 à 42, 52 à 54 *bis*, 55, 56, § 2, 57, 58, 60 à 63 et 64, § 4, ou aux arrêtés pris en exécution de ces articles, autres que celles qui sont visées aux §§ 1^{er}, 2 et 3, sont réprimées par une amende de mille francs à cent mille francs par infraction. Le montant de cette amende est fixé selon une échelle dont les graduations sont déterminées par le Roi ».

Art. 25. Dans l'article 71, alinéa 4, du même Code, les mots « mille francs » sont remplacés par les mots « deux mille francs ».

Art. 26. L'article 72, alinéa 2, du même Code est abrogé.

Art. 27. L'article 86 du même Code, modifié par l'article 69 de la loi du 8 août 1980, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 86. Pour le recouvrement de la taxe, des intérêts et des frais, le Trésor public a un privilège général sur tous les revenus et les biens meubles de toute nature du redevable à l'exception des navires et bateaux et une hypothèque légale sur tous les biens appartenant aux redevables, situés en Belgique et qui sont susceptibles d'hypothèque ».

Art. 28. L'article 87 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Article 87. Le privilège visé à l'article 86, prend rang immédiat après celui mentionné à l'article 19, 5^o, de la loi du 16 décembre 1851.

L'affectation par préférence visée à l'article 19 de la loi précitée est applicable à la taxe visée dans le présent Code ».

CHAPITRE II. — Modifications apportées au Code des droits de timbre

Art. 29. Dans l'article 4 du Code des droits de timbre, modifié par l'article 27 de l'arrêté royal n^o 12 du 18 avril 1967 et par l'article 2, 1^o, de l'arrêté royal du 16 janvier 1975, le nombre « 150 » est remplacé par le nombre « 300 ».

Art. 30. Dans l'article 5 du même Code, modifié par l'article 28 de l'arrêté royal n^o 12 du 18 avril 1967 et par l'article 2, 2^o, de l'arrêté royal du 16 janvier 1975, le nombre « 150 » est remplacé par le nombre « 300 ».

Art. 31. Dans l'article 8 du même Code, modifié par l'article 2, 4^o, de l'arrêté royal du 16 janvier 1975, le nombre « 90 » est remplacé par le nombre « 200 ».

Art. 32. Dans l'article 21 du même Code, modifié par l'article 2, 8^o, de l'arrêté royal du 18 janvier 1975 et par l'article 46 de la loi du 28 décembre 1990, le nombre « 90 » est remplacé par le nombre « 200 ».

Art. 33. Dans l'article 38 du même Code, modifié par l'article 2, 9^o, de l'arrêté royal du 16 janvier 1975, le nombre « 150 » est remplacé par le nombre « 300 ».

Art. 34. Dans l'article 42, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par l'article 2 de l'arrêté du Régent du 16 septembre 1947, le nombre « 200 » est remplacé par le nombre « 1 000 ».

Art. 35. Dans l'article 44 du même Code, modifié par l'article 2 de l'arrêté du Régent du 16 septembre 1947, le nombre « 200 » est remplacé par le nombre « 400 ».

Art. 36. Dans l'article 49, alinéa 1^{er}, du même Code, modifié par l'article 2 de l'arrêté du Régent du 16 septembre 1947, le nombre « 200 » est remplacé par le nombre « 1 000 ».

Art. 37. Dans l'article 56 du même Code, modifié par l'article 2 de l'arrêté du Régent du 16 septembre 1947, le nombre « 200 » est remplacé par le nombre « 1 000 ».

Art. 38. Dans l'article 65, alinéa 2, du même Code, modifié par l'article 2 de l'arrêté du Régent du 16 septembre 1947, les mots « 1 000 à 10 000 francs » sont remplacés par les mots « 10 000 à 100 000 francs ».

2^o in § 2, eerste lid, worden de woorden « duizend frank » vervangen door de woorden « tweeduizend frank » ;

3^o in § 3, eerste lid, worden de woorden « duizend frank » vervangen door de woorden « tweeduizend frank » ;

4^o paragraaf 4, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De niet in de §§ 1, 2 en 3 bedoelde overtredingen van de artikelen 39 tot 42, 52 tot 54 *bis*, 55, 56, § 2, 57, 58, 60 tot 63 en 64, § 4, of van de besluiten genomen ter uitvoering van die artikelen, worden bestraft met een geldboete van duizend frank tot honderdduizend frank per overtreding. Het bedrag van deze geldboete wordt bepaald volgens een schaal waarvan de trappen door de Koning worden vastgesteld ».

Art. 25. In artikel 71, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « duizend frank » vervangen door de woorden « tweeduizend frank ».

Art. 26. Artikel 72, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt opgeheven.

Art. 27. Artikel 86 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 69 van de wet van 8 augustus 1980, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 86. Voor de invordering van de belasting, van de interesten en van de kosten heeft de Openbare Schatkist een algemeen voorrecht op alle inkomsten en op de roerende goederen van alle aard van de belastingschuldige, met uitzondering van de schepen en vaartuigen, en een wettelijke hypotheek op alle daarvoor vatbare en in België gelegen goederen van de belastingschuldige ».

Art. 28. Artikel 87 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 87. Het voorrecht bedoeld in artikel 86 neemt rang onmiddellijk na dat vermeld in artikel 19, 5^o, van de wet van 16 december 1851.

De volgorde van verhaal bepaald in artikel 19 van voornoemde wet is van toepassing op de in dit Wetboek bepaalde belasting ».

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het Wetboek der zegelrechten

Art. 29. In artikel 4 van het Wetboek der zegelrechten, gewijzigd bij artikel 27 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967 en bij artikel 2, 1^o, van het koninklijk besluit van 16 januari 1975, wordt het getal « 150 » vervangen door het getal « 300 ».

Art. 30. In artikel 5 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 28 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967 en bij artikel 2, 2^o, van het koninklijk besluit van 16 januari 1975, wordt het getal « 150 » vervangen door het getal « 300 ».

Art. 31. In artikel 8 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 2, 4^o, van het koninklijk besluit van 16 januari 1975, wordt het getal « 90 » vervangen door het getal « 200 ».

Art. 32. In artikel 21 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 2, 8^o, van het koninklijk besluit van 16 januari 1975 en bij artikel 46 van de wet van 28 december 1990, wordt het getal « 90 » vervangen door het getal « 200 ».

Art. 33. In artikel 38 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 2, 9^o, van het koninklijk besluit van 16 januari 1975, wordt het getal « 150 » vervangen door het getal « 300 ».

Art. 34. In artikel 42, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 2 van het besluit van de Regent van 16 september 1947, wordt het getal « 200 » vervangen door het getal « 1 000 ».

Art. 35. In artikel 44 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 2 van het besluit van de Regent van 16 september 1947, wordt het getal « 200 » vervangen door het getal « 400 ».

Art. 36. In artikel 49, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 2 van het besluit van de Regent van 16 september 1947, wordt het getal « 200 » vervangen door het getal « 1 000 ».

Art. 37. In artikel 56 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 2 van het besluit van de Regent van 16 september 1947, wordt het getal « 200 » vervangen door het getal « 1 000 ».

Art. 38. In artikel 65, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 2 van het besluit van de Regent van 16 september 1947, worden de woorden « 1 000 tot 10 000 frank, » vervangen door de woorden « 10 000 tot 100 000 frank, ».

CHAPITRE III. — Modifications apportées
au Code des taxes assimilées au timbre

Art. 39. L'article 120 du Code des taxes assimilées au timbre, modifié par l'article 50 de la loi du 13 août 1947, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 120. Sont soumises à la taxe sur les opérations de bourse, lorsqu'elles portent sur des fonds publics belges ou étrangers, les opérations conclues ou exécutées en Belgique ci-après :

1° toute vente, tout achat et, plus généralement, toute cession et toute acquisition à titre onéreux;

2° toute délivrance, au souscripteur, faite à la suite d'un appel au public par émission, exposition, offre ou vente publiques;

3° tout rachat de ses actions, par une société d'investissement à capital variable ».

Art. 40. L'article 121 du même Code, modifié par l'article 96 de la loi du 4 décembre 1990, est complété comme suit :

« 3° à 3,50 pour mille, pour les opérations désignées à l'article 120, 3°, ainsi que pour les conversions, dans le chef de la même personne, de droits de participation dans un compartiment en droits de participation dans un autre compartiment d'une même société d'investissement à capital variable ».

Art. 41. L'article 122 du même Code, modifié par l'article 50 de la loi du 13 août 1947 et par l'article 97 de la loi du 4 décembre 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 122. § 1er. Pour les opérations désignées :

1° à l'article 120, 1°, il est dû une taxe de 0,70 ou 1,70 pour mille, selon le cas, séparément sur la vente ou cession et sur l'achat ou acquisition;

2° à l'article 120, 2°, la taxe est due uniquement du chef de la délivrance des titres au souscripteur;

3° à l'article 120, 3°, la taxe est due uniquement du chef de la cession de l'action à la société d'investissement.

§ 2. Par dérogation au § 1er, pour les conversions visées à l'article 121, 3°, la taxe est due uniquement du chef de la délivrance au souscripteur des actions nouvellement émises en remplacement des actions converties. ».

Art. 42. L'article 123, alinéa unique, du même Code, modifié par l'article 50 de la loi du 13 août 1947, est complété comme suit :

« pour les rachats visés à l'article 120, 3°, sur la valeur nette d'inventaire des actions, sans déduction du chargement forfaitaire;

pour les conversions visées à l'article 121, 3°, sur la valeur nette d'inventaire sur base de laquelle s'effectue la conversion, des actions nouvellement émises en remplacement des actions converties, majorée de la commission de placement forfaitaire et du chargement forfaitaire destiné à couvrir les frais d'acquisition des actifs au profit du compartiment concerné de la société d'investissement ».

Art. 43. L'article 126¹, 8°, du même Code, inséré par l'article 148 de la loi du 4 décembre 1990, est abrogé.

Art. 44. Dans l'article 129² du même Code, modifié par l'article 51 de la loi du 13 août 1947, les mots « ou de souscription » sont remplacés par les mots « , de souscription, de rachat ou de conversion ».

Art. 45. Dans l'article 130² du même Code, inséré par l'article 53 de la loi du 13 août 1947 et modifié par l'article 8 de la loi du 14 août 1947, par l'article 12 de la loi du 22 mars 1985 et par l'article 240 de la loi du 22 décembre 1989, les mots « 1 000 à 10 000 francs » sont remplacés par les mots « 10 000 à 100 000 francs ».

Art. 46. A l'article 131 du même Code, modifié par les articles 8 de l'arrêté-loi du 27 mars 1936 et 8 de la loi du 14 août 1947, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, le nombre « 1 000 » est remplacé par le nombre « 10 000 »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « 1 000 à 10 000 francs » sont remplacés par les mots « 10 000 à 100 000 francs ».

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het Wetboek
der met het zegel gelijkgestelde taksen

Art. 39. Artikel 120 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, gewijzigd bij artikel 50 van de wet van 13 augustus 1947, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 120. De hiernavolgende verrichtingen die in België worden aangegaan of uitgevoerd zijn aan de taks op de beursverrichtingen onderworpen wanneer zij Belgische of vreemde openbare fondsen tot voorwerp hebben :

1° elke verkoop, elke aankoop en, meer algemeen, elke afstand en elke verwerving onder bezwarende titel;

2° elke afgifte aan de inschrijver gedaan tengevolge van een beroep op het publiek door een openbare uitgifte, tentoonlegging, aanbod of verkoop;

3° elke inkoop van eigen aandelen door een beleggingsvennootschap met veranderlijk kapitaal ».

Art. 40. Artikel 121 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 96 van de wet van 4 december 1990, wordt aangevuld als volgt :

« 3° op 3,50 per duizend voor de in artikel 120, 3° vermelde verrichtingen, evenals voor de omzetting door een zelfde persoon van rechten van deelneming in een bepaald compartiment in rechten van deelneming in een ander compartiment binnen een zelfde beleggingsvennootschap met veranderlijk kapitaal ».

Art. 41. Artikel 122 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 50 van de wet van 13 augustus 1947 en bij artikel 97 van de wet van 4 december 1990, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 122. § 1. Wat de verrichtingen betreft vermeld :

1° onder artikel 120, 1°, is een taks van 0,70 of 1,70 per duizend, volgens het geval, afzonderlijk verschuldigd op de verkoop of afstand en op de aankoop of verwerving;

2° onder artikel 120, 2°, is de taks enkel verschuldigd uit hoofde van de levering der titels aan de inschrijver;

3° onder artikel 120, 3°, is de taks enkel verschuldigd uit hoofde van de afstand van het aandeel aan de beleggingsvennootschap.

§ 2. In afwijking van § 1 is voor de omzetting bedoeld in artikel 121, 3°, de taks enkel verschuldigd uit hoofde van de aflevering aan de inschrijver van de nieuwe aandelen, uitgegeven ter vervanging van de omgezette aandelen. ».

Art. 42. Artikel 123, enig lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 50 van de wet van 13 augustus 1947, wordt aangevuld als volgt :

« voor de inkopen bedoeld in artikel 120, 3°, op de netto-inventariswaarde van de aandelen, zonder aftrek van de forfaitaire vergoeding;

voor de omzettingen bedoeld in artikel 121, 3°, op de netto-inventariswaarde op basis waarvan de omzetting gebeurt, van de nieuwe aandelen, uitgegeven ter vervanging van de omgezette aandelen, vermeerderd met de forfaitaire plaatsingsprovisie en met de forfaitaire vergoeding tot dekking van de kosten van de verwerving van de activa van het betrokken compartiment van de beleggingsvennootschap ».

Art. 43. Artikel 126¹, 8°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 148 van de wet van 4 december 1990, wordt opgeheven.

Art. 44. In artikel 129² van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 51 van de wet van 13 augustus 1947, worden de woorden « of inschrijvingsverrichting » vervangen door de woorden « ,inschrijvings-, inkoop- of omzettingsverrichting ».

Art. 45. In artikel 130² van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 53 van de wet van 13 augustus 1947 en gewijzigd bij artikel 8 van de wet van 14 augustus 1947, bij artikel 12 van de wet van 22 maart 1985 en bij artikel 240 van de wet van 22 december 1989, worden de woorden « 1 000 tot 10 000 frank » vervangen door de woorden « 10 000 tot 100 000 frank ».

Art. 46. In artikel 131 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 8 van de besluitwet van 27 maart 1936 en bij artikel 8 van de wet van 14 augustus 1947, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het getal « 1 000 » vervangen door het getal « 10 000 »;

2° in het tweede lid worden de woorden « 1 000 tot 10 000 frank » vervangen door de woorden « 10 000 tot 100 000 ».

Art. 47. A l'article 164 du même Code, modifié par les articles 59 de la loi du 13 août 1947 et 8 de la loi du 14 août 1947, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, le nombre « 100 » est remplacé par le nombre « 500 »;

2° dans l'alinéa 3, le nombre « 10 000 » est remplacé par le nombre « 20 000 ».

Art. 48. Dans l'article 169 du même Code, modifié par l'article 8 de la loi du 14 août 1947, les mots « 1 000 à 10 000 francs » sont remplacés par les mots « 10 000 à 100 000 francs ».

Art. 49. Dans l'article 178, alinéa 4, du même Code, modifié par l'article 8 de la loi du 14 août 1947, le nombre « 1 000 » est remplacé par le nombre « 10 000 ».

Art. 50. Dans l'article 179¹, alinéa 5, du même Code, modifié par l'article 2 de la loi du 19 février 1969, le nombre « 100 » est remplacé par le nombre « 500 ».

Art. 51. Dans l'article 180 du même Code, modifié par les articles 4 de la loi du 14 avril 1933 et 8 de la loi du 14 août 1947, le nombre « 200 » est remplacé par le nombre « 10 000 ».

Art. 52. Dans l'article 183, alinéa 3, du même Code, modifié par l'article 60 de la loi du 13 août 1947 et par l'article 8 de la loi du 14 août 1947, les mots « 1 000 à 10 000 francs » sont remplacés par les mots « 10 000 à 100 000 francs ».

Art. 53. Dans l'article 183^{octies}, alinéa 5, du même Code, inséré par l'article 43 de la loi du 7 décembre 1988, le nombre « 100 » est remplacé par le nombre « 500 ».

Art. 54. Dans l'article 183^{novies} du même Code, inséré par l'article 43 de la loi du 7 décembre 1988, le nombre « 200 » est remplacé par le nombre « 10 000 ».

Art. 55. Dans l'article 183^{undecies}, alinéa 2, du même Code, inséré par l'article 43 de la loi du 7 décembre 1988, les mots « 1 000 à 10 000 francs » sont remplacés par les mots « 10 000 à 100 000 francs ».

Art. 56. Dans l'article 183^{septies decies}, alinéa 5, du même Code, inséré par l'article 63 de la loi du 28 juillet 1992, le nombre « 100 » est remplacé par le nombre « 500 ».

Art. 57. Dans l'article 183^{duodevicies} du même Code, inséré par l'article 63 de la loi du 28 juillet 1992, le nombre « 200 » est remplacé par le nombre « 10 000 ».

Art. 58. Dans l'article 183^{vicies}, alinéa 2, du même Code, inséré par l'article 63 de la loi du 28 juillet 1992, les mots « 1 000 à 10 000 francs » sont remplacés par les mots « 10 000 à 100 000 francs ».

Art. 59. A l'article 187⁴ du même Code, inséré par l'article 117 de la loi du 28 décembre 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, le nombre « 1 000 » est remplacé par le nombre « 10 000 »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « 1 000 à 10 000 francs » sont remplacés par les mots « 10 000 à 100 000 francs ».

Art. 60. Dans l'article 187⁶, alinéa 2, du même Code, inséré par l'article 117 de la loi du 28 décembre 1992, les mots « 1 000 à 10 000 francs » sont remplacés par les mots « 10 000 à 100 000 francs ».

Art. 61. Dans l'article 195, alinéa 1er, du même Code, modifié par l'article 8 de la loi du 14 août 1947, le nombre « 200 » est remplacé par le nombre « 1 000 ».

Art. 62. Dans l'article 196 du même Code, modifié par l'article 8 de la loi du 14 août 1947, les mots « 1 000 à 10 000 francs » sont remplacés par les mots « 10 000 à 100 000 francs ».

Art. 63. Dans l'article 199, alinéa 2, du même Code, modifié par l'article 8 de la loi du 14 août 1947, le nombre « 200 » est remplacé par le nombre « 1 000 ».

Art. 64. A l'article 201⁶ du même Code, inséré par l'article 11 de la loi du 22 février 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, le nombre « 100 » est remplacé par le nombre « 500 »;

2° dans l'alinéa 2, le nombre « 1 000 » est remplacé par le nombre « 10 000 ».

Art. 47. In artikel 164 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 59 van de wet van 13 augustus 1947 en bij artikel 8 van de wet van 14 augustus 1947, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het getal « 100 » vervangen door het getal « 500 »;

2° in het laatste lid wordt het getal « 10 000 » vervangen door het getal « 20 000 ».

Art. 48. In artikel 169 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 8 van de wet van 14 augustus 1947, worden de woorden « 1 000 tot 10 000 frank, » vervangen door de woorden « 10 000 tot 100 000 frank, ».

Art. 49. In artikel 178, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 8 van de wet van 14 augustus 1947, wordt het getal « 1 000 » vervangen door het getal « 10 000 ».

Art. 50. In artikel 179¹, vijfde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 19 februari 1969, wordt het getal « 100 » vervangen door het getal « 500 ».

Art. 51. In artikel 180 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 14 april 1933 en bij artikel 8 van de wet van 14 augustus 1947, wordt het getal « 200 » vervangen door het getal « 10 000 ».

Art. 52. In artikel 183, derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 60 van de wet van 13 augustus 1947 en bij artikel 8 van de wet van 14 augustus 1947, worden de woorden « 1 000 tot 10 000 frank » vervangen door de woorden « 10 000 tot 100 000 frank ».

Art. 53. In artikel 183^{octies}, vijfde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 43 van de wet van 7 december 1988, wordt het getal « 100 » vervangen door het getal « 500 ».

Art. 54. In artikel 183^{novies} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 43 van de wet van 7 december 1988, wordt het getal « 200 » vervangen door het getal « 10 000 ».

Art. 55. In artikel 183^{undecies}, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 43 van de wet van 7 december 1988, worden de woorden « 1 000 tot 10 000 frank » vervangen door de woorden « 10 000 tot 100 000 frank ».

Art. 56. In artikel 183^{septies decies}, vijfde lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 63 van de wet van 28 juli 1992, wordt het getal « 100 » vervangen door het getal « 500 ».

Art. 57. In artikel 183^{duodevicies} van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 63 van de wet van 28 juli 1992, wordt het getal « 200 » vervangen door het getal « 10 000 ».

Art. 58. In artikel 183^{vicies}, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 63 van de wet van 28 juli 1992, worden de woorden « 1 000 tot 10 000 frank » vervangen door de woorden « 10 000 tot 100 000 frank ».

Art. 59. In artikel 187⁴ van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 117 van de wet van 28 december 1992, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het getal « 1 000 » vervangen door het getal « 10 000 »;

2° in het tweede lid worden de woorden « 1 000 tot 10 000 frank » vervangen door de woorden « 10 000 tot 100 000 frank ».

Art. 60. In artikel 187⁶, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 117 van de wet van 28 december 1992, worden de woorden « 1 000 tot 10 000 frank » vervangen door de woorden « 10 000 tot 100 000 frank ».

Art. 61. In artikel 195, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 8 van de wet van 14 augustus 1947, wordt het getal « 200 » vervangen door het getal « 1 000 ».

Art. 62. In artikel 196 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 8 van de wet van 14 augustus 1947, worden de woorden « 1 000 tot 10 000 frank, » vervangen door de woorden « 10 000 tot 100 000 frank, ».

Art. 63. In artikel 199, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 8 van de wet van 14 augustus 1947, wordt het getal « 200 » vervangen door het getal « 1 000 ».

Art. 64. In artikel 201⁶ van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 11 van de wet van 22 februari 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het getal « 100 » vervangen door het getal « 500 »;

2° in het laatste lid wordt het getal « 1 000 » vervangen door het getal « 10 000 ».

Art. 65. Dans l'article 205¹, alinéa 2, du même Code, modifié par l'article 60 de la loi du 13 août 1947 et par l'article 8 de la loi du 14 août 1947, les mots « 1 000 à 10 000 francs » sont remplacés par les mots « 10 000 à 100 000 francs ».

CHAPITRE IV. — Modifications apportées au Code des droits de succession

Art. 66. Dans l'article 107 du Code des droits de succession, modifié par l'article 240 de la loi du 22 décembre 1989, les mots « le receveur a le droit, moyennant l'autorisation du directeur général de la taxe de la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines » sont remplacés par les mots « le fonctionnaire de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines a le droit, moyennant l'autorisation du directeur général ».

Art. 67. Dans l'article 124 du même Code, modifié par l'article 1er de la loi du 14 août 1947, les mots « cent francs » sont remplacés par les mots « mille francs ».

Art. 68. Dans l'article 126 du même Code, les mots « ou des rentes et créances inscrites dans les registres et comptes énoncés à l'article 109 » sont remplacés par les mots « situés en Belgique ou des rentes et créances inscrites dans les registres tenus en Belgique par les conservateurs des hypothèques ».

Art. 69. L'article 128 du même Code, modifié par l'article 16 de l'arrêté royal n° 9 du 3 juillet 1939, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 128. Une amende égale à deux fois les droits éludés est encourue par l'héritier, légataire ou donataire :

1° qui a celé ou mal déclaré au préjudice de l'Etat, un legs, une donation, un degré de parenté ou l'âge de la personne sur la tête de laquelle a été constitué un usufruit;

2° qui a déclaré des dettes qui ne font pas partie du passif de la succession;

3° qui a fait, relativement au nombre d'enfants des successeurs du défunt, une déclaration reconnue inexacte;

4° qui a omis de faire la déclaration visée par l'article 42, numéro VIIIbis, ou qui a fait une déclaration inexacte ou incomplète ».

Art. 70. L'article 130 du même Code, inséré par l'article 5 de l'arrêté-loi du 4 mai 1940 et modifié par l'article 29 de la loi du 13 août 1947, par l'article 1er de la loi du 14 août 1947 et par l'article 240 de la loi du 22 décembre 1989, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 130. Toute infraction aux articles 34, 95 à 97, 99 et 103¹ donne lieu à une amende de 10 000 à 20 000 francs, toute infraction à l'article 46 à une amende de 1 000 à 10 000 francs et toute infraction aux articles 98, 100, 101, 102¹ et 107 à une amende de 10 000 à 100 000 francs. Ces amendes sont encourues individuellement par chacun des auteurs de l'infraction.

Le défaut de notification prévue à l'article 102³, dans le délai prescrit par cet article, est puni d'une amende de 20 000 à 400 000 francs, qui est encourue solidairement par la personne morale et ceux qui, en son nom, ont mis le coffre à la disposition du tiers.

Les débiteurs de ces amendes sont, en outre, personnellement responsables des droits et, le cas échéant, des intérêts, amendes et frais qui n'auraient pu être recouverts par le fait de l'infraction.

Le montant des amendes est fixé, dans les limites susvisées, par le directeur régional de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines. ».

Art. 71. Dans l'article 137, 3°, du même Code, les mots « et comptes désignés à l'article 109 et tenus en Belgique » sont remplacés par les mots « tenus en Belgique par les conservateurs des hypothèques ».

Art. 72. Dans le même Code, les articles 158 à 162 deviennent respectivement les articles 158, 158bis, 158ter, 159 et 160.

Art. 73. Dans le même Code, il est inséré un livre IIbis rédigé comme suit :

« LIVRE IIbis. — Taxe annuelle sur les organismes de placement collectif

Article 161. Les organismes de placement visés par l'article 108, alinéa 1er, 1° et 2°, de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers et qui revêtent la forme statutaire, sont assujettis à une taxe annuelle à partir du 1er juillet qui suit leur inscription auprès de la Commission bancaire et financière.

Art. 65. In artikel 205¹, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 60 van de wet van 13 augustus 1947 en bij artikel 8 van de wet van 14 augustus 1947, worden de woorden « 1 000 tot 10 000 frank » vervangen door de woorden « 10 000 tot 100 000 frank ».

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen in het Wetboek der successierechten

Art. 66. In artikel 107 van het Wetboek der successierechten, gewijzigd bij artikel 240 van de wet van 22 december 1989, worden de woorden « de ontvanger ertoe gerechtigd, op toelating van de directeur-generaal van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen » vervangen door de woorden « de ambtenaar van de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen gerechtigd, met machtiging van de directeur-generaal ».

Art. 67. In artikel 124 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947, worden de woorden « honderd frank » vervangen door de woorden « duizend frank ».

Art. 68. In artikel 126 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « onroerende goederen of renten en schuldvorderingen aan te geven, welke in de bij artikel 109 opgegeven registers en rekeningen » vervangen door de woorden « in België gelegen onroerende goederen of renten en schuldvorderingen aan te geven, die in de in België gehouden registers van de hypotheekbewaarders ».

Art. 69. Artikel 128 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 16 van het koninklijk besluit nr. 9 van 3 juli 1939, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 128. Een boete gelijk aan het tweevoud van het ontrokken recht wordt verbeurd door de erfgenaam, legataris of begiftigde :

1° die ten nadele van de Staat een legaat, een schenking, een graad van verwantschap of de leeftijd van de persoon op wiens hoofd een vruchtgebruik is gevestigd, verzwijgt of onjuist aangeeft;

2° die schulden aangeeft die niet ten laste van de nalatenschap komen;

3° die een onjuiste aangifte doet omtrent het aantal kinderen van de rechtsovervolgers van de overledene;

4° die verzuimt de in artikel 42, VIIIbis, vermeide verklaring te doen of die een onjuiste of onvolledige aangifte doet ».

Art. 70. Artikel 130 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 5 van de besluitwet van 4 mei 1940 en gewijzigd bij artikel 29 van de wet van 13 augustus 1947, bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947 en bij artikel 240 van de wet van 22 december 1989, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 130. Voor elke overtreding van de artikelen 34, 95 tot 97, 99 en 103¹ wordt een boete verbeurd van 10 000 frank tot 20 000 frank, voor elke overtreding van artikel 46 een boete van 1 000 frank tot 10 000 frank en voor elke overtreding van de artikelen 98, 100, 101, 102¹ en 107 een boete van 10 000 frank tot 100 000 frank. Deze boeten worden verbeurd door iedere overtreder afzonderlijk.

Voor het niet verrichten van de in artikel 102³ voorgeschreven kennisgeving, binnen de aldaar gestelde termijn, wordt een boete verbeurd van 20 000 frank tot 400 000 frank, waarvoor de rechtspersoon en degenen die in zijn naam de brandkast ter beschikking van de derde hebben gesteld, hoofdelijk aansprakelijk zijn.

Degenen die deze boeten verbeuren, zijn bovendien persoonlijk aansprakelijk voor de rechten en, in voorkomend geval, voor de rente, boeten en kosten die ten gevolge van de overtreding niet konden worden geïnd.

Het bedrag van de boeten wordt binnen bovenbedoelde grenzen vastgesteld door de gewestelijke directeur van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen ».

Art. 71. In artikel 137, 3°, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « onder artikel 109 aangeduide en in België gehouden registers en rekeningen » vervangen door de woorden « in België gehouden registers van de hypotheekbewaarders ».

Art. 72. In hetzelfde Wetboek, worden de artikelen 158 tot 162, respectievelijk de artikelen 158, 158bis, 158ter, 159 en 160.

Art. 73. In hetzelfde Wetboek wordt een boek IIbis ingevoegd, luidend als volgt :

« BOEK IIbis. — Jaarlijks taks op de collectieve beleggingsinstellingen

Artikel 161. De beleggingsinstellingen bedoeld in artikel 108, eerste lid, 1° en 2°, van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten en geregeld bij statuten, worden vanaf 1 juli die volgt op hun inschrijving bij de Commissie voor het Bank- en Financieuzen aan een jaarlijkse taks onderworpen.

Art. 161bis. La taxe est due sur la valeur d'inventaire des organismes de placement au premier juillet de chaque année d'imposition. En ce qui concerne les organismes de placement à nombre fixe de parts, la taxe est due sur la valeur d'inventaire à la clôture de l'exercice social ou sur la dernière valeur d'inventaire provisoire établie postérieurement, mais avant le 1er juillet augmentée de la valeur des parts émises depuis l'établissement de la valeur d'inventaire précitée et le premier juillet de l'année d'imposition.

Art. 161ter. La taxe est fixée à 0,06 p.c.

La base imposable est, s'il y a lieu, arrondie au million de francs supérieur ou inférieur selon qu'elle dépasse ou non les 500 000 francs.

Art. 161quater. La taxe est exigible le 1er juillet de chaque année.

Elle doit être acquittée au plus tard le 30 septembre de chaque année.

Si la taxe n'est pas payée dans le délai prescrit, l'intérêt légal au taux fixé en matière civile est exigible de plein droit à compter du jour où le paiement aurait dû être effectué.

Pour le calcul de l'intérêt, la base imposable est arrondie, le cas échéant, au millier de francs supérieur.

Toute fraction de mois est comptée comme mois entier.

Art. 161quinquies. Les organismes de placements visés à l'article 161 sont tenus de déposer, au plus tard le 30 septembre de chaque année d'imposition au bureau compétent, une déclaration faisant connaître la base imposable au 1er juillet de l'année d'imposition.

Si la déclaration n'est pas déposée dans le délai prescrit, il est encouru une amende de 10 000 francs par semaine de retard. Toute semaine commencée est comptée comme semaine entière.

Art. 161sexies. Lorsque le dernier jour du délai de paiement ou de dépôt est un jour de fermeture de bureau, ce délai est prorogé jusqu'au premier jour d'ouverture des bureaux qui suit l'expiration de ce délai.

Art. 161septies. Le Ministre des Finances ou son délégué détermine le bureau compétent pour le recouvrement de la taxe, des amendes et intérêts.

Le Roi arrête la forme et le contenu de la déclaration, il peut fixer des modalités de paiement ainsi que des règles complémentaires en vue d'assurer la juste perception de l'impôt.

Art. 161octies. Toute inexactitude ou omission constatée dans la déclaration visée à l'article 161quinquies, ainsi que toute autre irrégularité commise dans l'exécution des dispositions légales ou réglementaires, est punie d'une amende égale à deux fois le droit éludé, à réduire selon une échelle à déterminer par le Roi, sans que cette amende puisse être inférieure à 10 000 francs par contravention.

Art. 161nonies. Les fonctionnaires de l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines peuvent prendre connaissance de tous les documents d'une société d'investissement ou d'un dépositaire, relatifs à l'évaluation du patrimoine de l'organisme de placement.

Art. 162. Sont applicables à la taxe établie par l'article 161 les dispositions du livre Ier relatives aux moyens de preuve des omissions des biens, aux prescriptions, à la restitution, aux poursuites et instances et aux peines correctionnelles ».

CHAPITRE V. — Modifications apportées au Code des droits d'enregistrement

Art. 74. Dans l'article 11 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié par l'article 137 de la loi du 22 décembre 1989, le nombre « 750 » est remplacé par le nombre « 1 000 ».

Art. 75. Dans l'article 41bis, premier alinéa, du même Code, inséré par l'article 142 de la loi du 22 décembre 1989, les mots « ou qui n'ont pas déposé une copie desdits actes » sont remplacés par les mots « , qui n'ont pas déposé une copie desdits actes ou qui ne se sont pas conformées aux règles complémentaires fixées par le Roi ».

Art. 76. Dans l'article 182, alinéa 2, du même Code, modifié par l'article 1er de la loi du 14 août 1947 et par l'article 240 de la loi du 22 décembre 1989, les mots « de 200 à 10 000 francs » sont remplacés par les mots « de 10 000 à 100 000 francs ».

Art. 161bis. De taks is verschuldigd op de inventariswaarde van de beleggingsinstellingen op 1 juli van elk aanslagjaar. Wat de beleggingsinstellingen met een vast aantal rechten van deelneming betreft, is de taks verschuldigd op de inventariswaarde bij de afsluiting van het boekjaar of, later, op de laatste voorlopige inventariswaarde die vóór 1 juli is vastgesteld, verhoogd met de waarde van de rechten die sinds de vaststelling van voornoemde inventariswaarde en de eerste juli van het aanslagjaar zijn uitgegeven.

Art. 161ter. De taks wordt vastgesteld op 0,06 pct.

De belastbare grondslag wordt, zo nodig, afgerond op het hogere of lagere miljoen frank, al naar gelang hij al dan niet 500 000 frank overschrijdt.

Art. 161quater. De taks is opeisbaar de eerste juli van elk jaar.

Hij moet betaald zijn uiterlijk op 30 september van elk jaar.

Indien de taks niet betaald wordt binnen deze termijn, is de wettelijke interest, volgens het percentage in burgerlijke zaken, van rechtswege verschuldigd te rekenen van de dag waarop de betaling had moeten geschieden.

Voor de berekening van de interesten wordt de belastbare grondslag in franken, in voorkomend geval, afgerond op het hoger duizendtal.

Elke fractie van een maand wordt gerekend als een volle maand.

Art. 161quinquies. De beleggingsinstellingen bedoeld in artikel 161 zijn gehouden uiterlijk op 30 september van ieder aanslagjaar op het bevoegde kantoor een aangifte in te dienen waarin de belastbare grondslag op 1 juli van het aanslagjaar wordt opgegeven.

Indien de aangifte niet ingediend wordt binnen de voorgescreven termijn, wordt een boete verbeurd van 10 000 frank per week vertraging. Elke begonnen week wordt gerekend als een volle week.

Art. 161sexies. Is het kantoor niet geopend op de laatste dag van de termijn van betaling of van neerlegging, dan wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende dag waarop het kantoor geopend is.

Art. 161septies. De Minister van Financiën of zijn vertegenwoordiger bepaalt het bevoegde kantoor voor de invordering van de taks, boeten en interesten.

De Koning bepaalt de vorm en de inhoud van de aangifte. Hij kan betalingsmodaliteiten bepalen, alsook aanvullende regels om de juiste heffing van de belasting te verzekeren.

Art. 161octies. Elke onnauwkeurigheid of weglating die vastgesteld wordt in de aangifte bedoeld in artikel 161quinquies, evenals iedere andere onregelmatigheid begaan in de uitvoering van de wettelijke of reglementaire bepalingen, wordt gestraft met een boete gelijk aan tweemaal het ontrokken recht, te verminderen volgens een schaal die door de Koning wordt vastgesteld, zonder dat deze boete lager mag zijn dan 10 000 frank per overtreding.

Art. 161nonies. De ambtenaren van de administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen mogen kennis nemen van alle stukken van een beleggingsvennootschap of een bewaarder omtrent de waardering van het vermogen van een beleggingsinstelling.

Art. 162. Op de belasting ingesteld bij artikel 161 zijn van toepassing de bepalingen van boek I betreffende het bewijs van het verzuim van aangifte van goederen, alsmede die betreffende de verjaring, de teruggave, de vervolgingen en gedingen en de correctionele straffen ».

HOOFDSTUK V. — Wijzigingen in het Wetboek der registratierechten

Art. 74. In artikel 11 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, gewijzigd bij artikel 137 van de wet van 22 december 1989, wordt het getal « 750 » vervangen door het getal « 1 000 ».

Art. 75. In artikel 41bis, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 142 van de wet van 22 december 1989, worden de woorden « of die geen afschrift van deze akten neergelegd hebben » vervangen door de woorden « , die geen afschrift van deze akten neergelegd hebben of die zich niet gehouden hebben aan de door de Koning bepaalde aanvullende regels ».

Art. 76. In artikel 182, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947 en bij artikel 240 van de wet van 22 december 1989, worden de woorden « van 200 tot 10 000 frank » vervangen door de woorden « van 10 000 frank tot 100 000 frank ».

Art. 77. Dans l'article 183, alinéa 3, du même Code, modifié par l'article 1er de la loi du 14 août 1947 et par l'article 240 de la loi du 22 décembre 1989, les mots « de 200 à 10 000 francs » sont remplacés par les mots « de 10 000 à 100 000 francs ».

Art. 78. Dans l'article 256, § 1er, du même Code, inséré par l'article 23 de la loi du 1er juillet 1983, le nombre « 500 » est remplacé par le nombre « 1 000 ».

Art. 79. Dans l'article 285, alinéa 3, du même Code, modifié par l'article 1er de la loi du 14 août 1947, le nombre « 1 000 » est remplacé par le nombre « 10 000 ».

CHAPITRE VI. — Modifications apportées à la loi du 22 décembre 1989 portant des dispositions fiscales

Art. 80. L'article 229 de la loi du 22 décembre 1989 portant des dispositions fiscales est remplacé par la disposition suivante :

« Article 229. L'article 4 du même Code, modifié par l'article 27 de l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967 et par l'article 2, 1^o, de l'arrêté royal du 16 janvier 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. § 1er. Sont assujettis, à l'exclusion de tout autre droit résultant du présent chapitre, à un droit calculé à raison de 300 francs par groupe indivisible de quatre pages d'écriture :

1^o les actes des notaires et les procès-verbaux de vente publique d'objets mobiliers corporels dressés par les huissiers de justice;

2^o les expéditions, copies ou extraits délivrés par les notaires et les expéditions, copies ou extraits des procès-verbaux de vente publique d'objets mobiliers corporels dressés par les huissiers de justice.

§ 2. La superficie de chacune des pages assujetties au droit fixé par le § 1er, ne peut excéder la limite fixée par arrêté royal. Si cette superficie est dépassée, le droit est porté au double ».

Art. 81. L'article 230 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 230. L'article 5 du même Code, modifié par l'article 28 de l'arrêté royal n° 12 du 18 avril 1967 et par l'article 2, 2^o, de l'arrêté royal du 16 janvier 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. § 1er. Sont assujettis à un droit calculé à raison de 300 francs par groupe indivisible de quatre pages d'écriture :

1^o les répertoires dont la tenue est imposée aux notaires et aux huissiers de justice;

2^o le double du répertoire déposé par les notaires au greffe du tribunal de première instance.

§ 2. La superficie de chacune des pages assujetties au droit fixé par le § 1er, ne peut excéder la limite fixée par arrêté royal. Si cette superficie est dépassée, le droit est porté au double ».

CHAPITRE VII. — Modifications apportées à la loi du 28 décembre 1992

portant des dispositions fiscales, financières et diverses

Art. 82. A l'article 123 de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans l'alinéa 1er, le nombre « 1 000 » est remplacé par le nombre « 10 000 »;

2^o dans l'alinéa 2, les mots « 1 000 à 10 000 francs » sont remplacés par les mots « 10 000 à 100 000 francs ».

Art. 83. Dans l'article 125, alinéa 2, de la même loi, les mots « 1 000 à 10 000 francs » sont remplacés par les mots « 10 000 à 100 000 francs ».

CHAPITRE VIII. — Confirmation d'arrêtés royaux

Art. 84. Sont confirmés avec effet à la date de leur entrée en vigueur :

1^o l'arrêté royal du 29 décembre 1992 modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée;

2^o l'arrêté royal du 29 décembre 1992 modifiant l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux.

Art. 77. In artikel 183, derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947 en bij artikel 240 van de wet van 22 december 1989, worden de woorden « van 200 tot 10 000 frank » vervangen door de woorden « van 10 000 frank tot 100 000 frank ».

Art. 78. In artikel 256, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 23 van de wet van 1 juli 1983, wordt het getal « 500 » vervangen door het getal « 1 000 ».

Art. 79. In artikel 285, derde lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 14 augustus 1947, wordt het getal « 1 000 » vervangen door het getal « 10 000 ».

HOOFDSTUK VI. — Wijzigingen in de wet van 22 december 1989 houdende fiscale bepalingen

Art. 80. Artikel 229 van de wet van 22 december 1989 houdende fiscale bepalingen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 229. Artikel 4 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 27 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967 en bij artikel 2, 1^o, van het koninklijk besluit van 16 januari 1975, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 4. § 1. Aan een recht berekend tegen 300 frank per ondeelbare groep van vier bladzijden geschrift, met uitsluiting van elk ander recht waarin dit hoofdstuk voorziet, worden onderworpen :

1^o de akten van notarissen en de door gerechtsdeurwaarders opgemaakte processen-verbaal van openbare verkoping van lichamelijke roerende voorwerpen;

2^o de door notarissen afgeleverde uitgiften, afschriften of uittreksels en de uitgiften, afschriften van of uittreksels uit de door gerechtsdeurwaarders opgemaakte processen-verbaal van openbare verkoping van lichamelijke roerende voorwerpen.

§ 2. De oppervlakte van elke bladzijde onderworpen aan het recht vastgesteld bij § 1, mag de bij koninklijk besluit bepaalde grens niet overschrijden. Als deze oppervlakte overschreden wordt, wordt het recht verdubbeld ».

Art. 81. Artikel 230 van dezelfde wet, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 230. Artikel 5 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 28 van het koninklijk besluit nr. 12 van 18 april 1967 en bij artikel 2, 2^o, van het koninklijk besluit van 16 januari 1975, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 5. § 1. Aan een recht berekend tegen 300 frank per ondeelbare groep van vier bladzijden geschrift worden onderworpen :

1^o de repertoriums die notarissen en gerechtsdeurwaarders verplicht zijn te houden;

2^o het door de notarissen op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg neer te leggen dubbel van het repertorium.

§ 2. De oppervlakte van elke bladzijde onderworpen aan het recht vastgelegd bij § 1 mag de bij koninklijk besluit bepaalde grens niet overschrijden. Als deze oppervlakte overschreden wordt, wordt het recht verdubbeld ».

HOOFDSTUK VII. — Wijzigingen in de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen

Art. 82. In artikel 123 van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid wordt het getal « 1 000 » vervangen door het getal « 10 000 »;

2^o in het laatste lid worden de woorden « 1 000 tot 10 000 frank » vervangen door de woorden « 10 000 tot 100 000 frank ».

Art. 83. In artikel 125, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden « 1 000 tot 10 000 frank » vervangen door de woorden « 10 000 tot 100 000 frank ».

HOOFDSTUK VIII. — Bekrchtiging van koninklijke besluiten

Art. 84. Met gevolg vanaf de dag van hun inwerkingtreding zijn bekrachtigd :

1^o het koninklijk besluit van 29 december 1992 tot wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde;

2^o het koninklijk besluit van 29 december 1992 tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde en tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven.

CHAPITRE IX. — *Entrée en vigueur*

Art. 85. Les articles 29 à 33 entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la présente loi aura été publiée au *Moniteur belge*.

Les articles 39 à 44 et 73 entrent en vigueur le 26 juillet 1993.

Les articles 67 à 69 sont applicables à toutes les successions ouvertes depuis le 26 juillet 1993.

Les articles 34 à 38, 45 à 65, 70, 76, 77, 82 et 83 sont applicables aux contraventions commises à partir du 26 juillet 1993.

Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur des articles 80 et 81.

TITRE III

CHAPITRE 1er. — *Modifications apportées à l'arrêté royal n° 15 portant encouragement à la souscription ou à l'achat d'actions ou parts représentatives de droits sociaux dans des sociétés belges et à la loi de redressement du 31 juillet 1984*

Art. 86. Par dérogation aux articles 40, 1° et 42 de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, le taux de 5 p.c. visé à l'article 2, § 2, alinéa 1er de l'arrêté royal n° 15 du 9 mars 1982 portant encouragement à la souscription ou à l'achat d'actions ou parts représentatives de droits sociaux dans des sociétés belges, est ramené à 0 pour l'exercice social qui se rattache à l'exercice d'imposition 1994.

Toute modification apportée à partir du 8 avril 1993 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application du présent article.

Art. 87. L'article 59 de la loi de redressement du 31 juillet 1984, modifié par l'article 4 de l'arrêté royal n° 486 du 32 décembre 1986, par l'article 1er de l'arrêté royal du 3 octobre 1988, par l'article 303 de la loi du 22 décembre 1989 et par l'article 18, 2°, de la loi du 28 décembre 1990, est complété par un § 6 libellé comme suit :

« § 6. Par dérogation au § 2, 1°, le taux de 8 p.c. est ramené à 0 pour l'exercice comptable se rattachant à l'exercice d'imposition 1994 et la période d'immunité visée au § 2, 3°, est prolongée d'un exercice comptable.

Toute modification apportée à partir du 8 avril 1993 à la date de clôture des comptes annuels reste sans incidence pour l'application de l'alinéa 1er ».

CHAPITRE II. — *Loterie Nationale*

Art. 88. Pour 1993, un montant de 1 000 000 000 F est prélevé sur les bénéfices de la Loterie nationale en faveur du budget de l'Etat.

CHAPITRE III. — *Modifications apportées à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée, à l'égard des traitements de données à caractère personnel*

Art. 89. Dans les articles 4, § 1er, alinéa 2, 12, § 4 et 13, alinéa 1er, 1°, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, les mots « à l'article 11, 2° à 4° » sont remplacés par les mots « à l'article 11, 2° à 5° ».

Art. 90. L'article 11, alinéa unique, de la même loi est complété comme suit :

« 5° aux traitements de données à caractère personnel rendus nécessaires par la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ».

CHAPITRE IV. — *Modifications apportées à la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire*

Art. 91. L'article 8 du titre II de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour l'année 1993, l'Institut bénéficie d'une dotation à charge de l'Etat, fixée à 75 500 000 de francs. La Banque Nationale de Belgique assure la couverture du solde des frais.

La contribution de l'Etat est effectuée par prélèvement sur les avances et profits divers retirés par l'Etat des opérations de la Banque Nationale de Belgique auxquels l'Etat luxembourgeois participe conformément aux dispositions de l'article 5 du protocole relatif à l'association monétaire entre les deux Etats.

HOOFDSTUK IX. — *Inwerkingtreding*

Art. 85. De artikelen 29 tot 33 treden in werking de eerste dag van de maand volgend op die waarin deze wet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

De artikelen 39 tot 44 en 73 treden in werking op 26 juli 1993.

De artikelen 67 tot 69 zijn van toepassing op alle nalatenschappen opgevallen sedert 26 juli 1993.

De artikelen 34 tot 38, 45 tot 65, 70, 76, 77, 82 en 83 zijn van toepassing op alle overtredingen begaan vanaf 26 juli 1993.

De Koning bepaalt de datum waarop de artikelen 80 en 81 in werking treden.

TITEL III

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit nr. 15 tot aanmoediging van de inschrijving op of de aankoop van aandelen of bewijzen van deelgerechtigdheid in Belgische vennootschappen en van de herstelwet van 31 juli 1984*

Art. 86. In afwijking van de artikelen 40, 1° en 42 van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen wordt het in artikel 2, § 2, eerste lid van het koninklijk besluit nr. 15 van 9 maart 1982 tot aanmoediging van de inschrijving op of de aankoop van aandelen of bewijzen van deelgerechtigdheid in Belgische vennootschappen, vermelde tarief van 5 pct. teruggebracht tot 0 voor het boekjaar, verbonden aan het aanslagjaar 1994.

Elke wijziging die vanaf 8 april 1993 aan de datum van afsluiting van de jaarrekening wordt aangebracht, is zonder uitwerking voor de toepassing van dit artikel.

Art. 87. Artikel 59 van de herstelwet van 31 juli 1984, gewijzigd bij artikel 4 van het koninklijk besluit nr. 486 van 31 december 1986, bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 3 oktober 1988, bij artikel 303 van de wet van 22 december 1989 en bij artikel 18, 2°, van de wet van 28 december 1990, wordt aangevuld met een als volgt luidende § 6 :

« § 6. In afwijking van § 2, 1°, wordt het tarief van 8 pct. teruggebracht tot 0 voor het boekjaar verbonden aan het aanslagjaar 1994 en wordt de in § 2, 3°, vermelde periode van vrijstelling met één boekjaar verlengd.

Elke wijziging die vanaf 8 april 1993 aan de datum van afsluiting van de jaarrekening wordt aangebracht is zonder uitwerking voor de toepassing van het eerste lid ».

HOOFDSTUK II. — *Nationale Loterij*

Art. 88. Voor 1993 wordt op de winst van de Nationale Loterij een bedrag van 1 000 000 000 F voorafgenomen ten voordele van de Staatsbegroting.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in de wet van 8 december 1982 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens*

Art. 89. In de artikelen 4, § 1, tweede lid, 12, § 4 en 13, eerste lid, 1°, van de wet van 8 december 1982 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens worden de woorden « in artikel 11, 2° tot 4° » vervangen door de woorden « in artikel 11, 2° tot 5° ».

Art. 90. Artikel 11, enig lid, van dezelfde wet, wordt aangevuld als volgt :

« 5° op de verwerking van persoonsgegevens die noodzakelijk zijn geworden ten gevolge van de toepassing van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging in de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidschuld en het monetair beleidsinstrumentarium*

Art. 91. Artikel 8 van titel II van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidschuld en het monetair beleidsinstrumentarium wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Voor het jaar 1993 krijgt het Instituut een dotatie van 75 500 000 frank ten laste van de Staat. De Nationale Bank van België zal de dekking van het saldo van de kosten voor haar rekening nemen.

De bijdrage van de Staat geschiedt door een afhouding op de verschillende voordelen en winsten die de Staat haalt uit de verrichtingen van de Nationale Bank van België en waarin de Luxemburgse Staat deelgerechtigd is overeenkomstig de bepalingen van artikel 5 van het protocol met betrekking tot de monetaire associatie tussen beide staten.

Pour l'année 1994 et les années ultérieures, la Banque Nationale de Belgique assurera la couverture des frais de l'Institut. Elle est autorisée à accorder des avances à l'Institut ».

CHAPITRE V. — Modifications apportées à la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit

Art. 92. L'article 134 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, est remplacé par la disposition suivante :

« Dans le Code des impôts sur les revenus 1992 sont apportées les modifications suivantes :

1° l'article 21, 5°, est remplacé par la disposition suivante :

« 5° la première tranche de 50 000 francs par an des revenus afférents aux dépôts d'épargne reçus, sans stipulation conventionnelle de terme ou de préavis, par les établissements de crédit établis en Belgique et régis par la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit,

étant entendu que :

— ces dépôts doivent, en outre, répondre aux critères définis par le Roi sur avis de la Commission bancaire et financière en application de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, quant à la monnaie en laquelle ils sont libellés, quant aux conditions et modes de retraits et de prélèvements et quant à la structure, au niveau et au mode de calcul de leur rémunération;

— pour l'application de la présente disposition, ne sont pas considérés comme des délais de préavis, les délais constituant une simple mesure de sauvegarde que le dépositaire se réserve d'invoquer; »

2° à l'article 145¹⁵, inséré par l'article 86 de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, les mots « à l'article 56, § 1er et § 2, 2°, c, f et g » sont remplacés par les mots « à l'article 56, § 1er et § 2, 2°, f et g ». »

Art. 93. L'article 92, en tant qu'il remplace l'article 21, 5°, du Code des impôts sur les revenus 1992, entre en vigueur le 19 avril 1993.

L'article 92, en tant qu'il modifie l'article 145¹⁵ du même Code, entre en vigueur le 1er janvier 1994.

CHAPITRE VI. — Institut national de Crédit agricole

Art. 94. Est autorisé l'octroi d'une avance de Trésorerie d'un montant de 2 499 001 332 francs en vue de financer l'exécution de la garantie statutaire de l'Etat en faveur de l'Institut national de Crédit agricole, en attendant la conclusion d'un emprunt conformément à l'article 129 de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions financières, fiscales et diverses.

Art. 95. Le crédit non dissocié ouvert au budget général des dépenses de l'année budgétaire 1992, pour la section 18 — Ministère des Finances — et au programme 61-4 « Soutien économique », est majoré de 2 500 millions de francs en vue de permettre la régularisation de l'avance précitée.

Art. 96. Le crédit ouvert par la présente loi sera couvert par les ressources générales du Trésor.

Art. 97. Les articles 94 à 96 entrent en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

CHAPITRE VII. — Cessions de participations dans des institutions publiques financières relevant de l'Etat ou de participations directes ou indirectes détenues par de telles institutions

Art. 98. L'Etat est autorisé à céder à toute personne physique ou morale, belge ou étrangère, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des participations qu'il détient ou viendrait à détenir dans le capital social de la Société nationale de Crédit à l'Industrie, de l'Office central de Crédit hypothécaire et de la Société nationale d'Investissement.

Art. 99. Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, prescrire, au profit du Trésor :

1° à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite-Holding, la cession à toute personne physique ou morale, belge ou étrangère, en une ou plusieurs fois, de tout ou partie des participations qu'elle

Voor het jaar 1994 en de volgende jaren zal de Nationale Bank van België de dekking van de kosten van het Instituut voor haar rekening nemen. Zij mag het Instituut voorschotten geven ».

HOOFDSTUK V. — Wijzigingen in de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen

Art. 92. Artikel 134 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« In het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 21, 5°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 5° de eerste schijf van 50 000 frank per jaar van de inkomsten uit spaardeposito's die zonder overeengekomen vaste termijn of opzeggingstermijn zijn ontvangen door de in België gevestigde kredietinstellingen die vallen onder de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, met dien verstande dat :

— deze deposito's bovendien moeten voldoen aan de vereisten die de Koning stelt op advies van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen met toepassing van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, wat betreft de munt waarin deze deposito's luiden en de voorwaarden en wijze van terugneming en opneming, evenals wat betreft de structuur en het niveau en de wijze van berekening van de vergoeding ervan;

— als opzeggingstermijn in de zin van deze bepaling niet worden beschouwd de termijnen die slechts een waarborg zijn die de depositaris voor zich heeft bedongen; »

2° in artikel 145¹⁵, ingevoegd door artikel 86 van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, worden de woorden « in artikel 56, § 1 en § 2, 2°, c, f, en g » vervangen door de woorden « in artikel 56, § 1 en § 2, 2°, f en g ». »

Art. 93. Artikel 92, in zoverre het artikel 21, 5°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 vervangt, treedt in werking op 19 april 1993.

Artikel 92, in zoverre het artikel 145¹⁵ van hetzelfde Wetboek wijzigt, treedt in werking op 1 januari 1994.

HOOFDSTUK VI. — Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet

Art. 94. Machtiging wordt verleend om een thesaurievoorschot voor een bedrag van 2 499 001 332 frank toe te kennen met het oog op de financiering van de uitvoering van de statutaire waarborg van de Staat ten gunste van het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet, in afwachting van het sluiten van een lening overeenkomstig artikel 129 van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen.

Art. 95. Het niet-gesplitste krediet ingeschreven op de algemene uitgavenbegroting van het begrotingsjaar 1992, voor de sectie 18 — Ministerie van Financiën — en op het programma 61-4 « Economische steun », wordt verhoogd met 2 500 miljoen frank teneinde de regularisatie van hogergenoemd voorschot mogelijk te maken.

Art. 96. Het bij deze wet ingeschreven krediet zal gedekt worden door de algemene ontvangsten van de Schatkist.

Art. 97. De artikelen 94 tot 96 treden in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

HOOFDSTUK VII. — Overdracht van deelnemingen in openbare financiële instellingen die onder de Staat ressorteren of van rechtstreekse of onrechtstreekse deelnemingen gehouden door dergelijke instellingen

Art. 98. De Staat mag aan elke Belgische of buitenlandse natuurlijke of rechtspersoon in één of meer schijven alle of een deel van de deelnemingen overdragen die hij bezit of zou komen te bezitten in het maatschappelijk kapitaal van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet en de Nationale Investeringsmaatschappij.

Art. 99. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, ten voordele van de Schatkist :

1° de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Holding gelasten aan een Belgische of buitenlandse natuurlijke of rechtspersoon in één of meer schijven alle of een deel van de deelnemingen over te dragen

détient dans le capital social de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite-Banque et de la Caisse générale d'Épargne et de Retraite-Assurance;

2° à la Société nationale d'Investissement, la cession à toute personne physique ou morale, belge ou étrangère, en une ou plusieurs fois, de tout ou partie de participations directes ou indirectes détenues par cette institution, dans le capital de sociétés.

Les modalités et conditions des cessions prévues à l'alinéa 1er sont soumises à l'autorisation préalable du Ministre des Finances.

Art. 100. Pour la réalisation des cessions prévues par les articles 98 et 99, le Roi peut par arrêtés royaux délibérés en Conseil des Ministres :

1° régler les modalités des opérations nécessaires, en ce compris :

a) des cessions ou échanges de créances, valeurs mobilières ou droits négociables;

b) la renonciation au droit de préférence des actionnaires ou obligataires, en cas :

— d'augmentation de capital,

— de souscription d'un emprunt convertible,

— de souscription d'un emprunt avec droit de souscription;

c) des augmentations de capital contre apport de créances, valeurs mobilières ou droits négociables;

d) toutes fusions ou scissions;

e) l'émission de tous droits négociables ou valeurs mobilières, avec ou sans droit de vote, représentatifs ou non du capital social;

f) toute dissolution ou liquidation des institutions publiques financières visées aux articles 98 et 99 ainsi que de leurs filiales ou sous-filiales de droit public et de toutes sociétés de droit public dans lesquelles elles détiennent des participations directes ou indirectes;

2° modifier les dispositions relatives à la création, l'organisation, les missions, le fonctionnement, le financement, le contrôle, la dissolution et la liquidation des institutions publiques financières visées aux articles 98 et 99 ainsi que leurs filiales et sous-filiales de droit public et de toutes sociétés de droit public dans lesquelles elles détiennent des participations directes ou indirectes.

Art. 101. § 1er. Les pouvoirs accordés au Roi par l'article 100 expirent le 31 juillet 1994.

§ 2. Les arrêtés pris en vertu de ces pouvoirs peuvent abroger, compléter, modifier et remplacer les dispositions légales en vigueur ou y déroger.

§ 3. Après l'expiration des pouvoirs attribués par la présente loi, ces arrêtés ne peuvent être abrogés, complétés, modifiés ou remplacés que par une loi.

§ 4. Les projets d'arrêtés visés à l'article 100 font l'objet d'un rapport au Roi et sont soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat.

Les arrêtés royaux pris en exécution de l'article 100 seront communiqués sans délai aux Chambres législatives.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 juillet 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Le Ministre du Budget,

Mme M. OFFECIERS-VAN DE WIELE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

die zij bezit in het maatschappelijk kapitaal van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Bank en de Algemene Spaar- en Lijfrentekas-Verzekering;

2° de Nationale Investeringsmaatschappij gelasten aan een Belgische of buitenlandse natuurlijke of rechtspersoon in één of meer schijven alle of een deel van de deelnemingen over te dragen die zij rechtstreeks of onrechtstreeks bezit in het kapitaal van vennootschappen.

De regels en voorwaarden voor de in het eerste lid bedoelde overdrachten dienen vooraf door de Minister van Financiën te worden goedgekeurd.

Art. 100. Voor de totstandbrenging van de in de artikelen 98 en 99 bepaalde overdrachten kan de Koning, bij koninklijke besluiten waarover in de Ministerraad overleg is gepleegd :

1° de regels vastleggen voor de nodige verrichtingen, met inbegrip van :

a) de overdrachten of omwisselingen van schuldvorderingen, roerende waarden of verhandelbare rechten;

b) de afstand van het voorkeurrecht van de aandeelhouders of obligatiehouders, in geval van :

— kapitaalverhoging;

— inschrijving op een converteerbare lening;

— inschrijving op een lening met inschrijvingsrecht;

c) de kapitaalverhogingen tegen inbreng van schuldvorderingen, roerende waarden of verhandelbare rechten;

d) alle fusies of splitsingen;

e) de uitgifte van al dan niet stemrechtverlenende verhandelbare rechten of roerende waarden die al dan niet het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen;

f) elke ontbinding of vereffening van de openbare financiële instellingen vermeld in de artikelen 98 en 99, alsook van hun publiekrechtelijke dochters of kleindochters en alle publiekrechtelijke vennootschappen waarin zij rechtstreeks of onrechtstreeks deelnemingen bezitten;

2° de bepalingen wijzigen betreffende de oprichting, organisatie, taak, werkwijze, financiering, controle, ontbinding en vereffening van de openbare financiële instellingen vermeld in de artikelen 98 en 99, alsook van hun publiekrechtelijke filialen of subfilialen en van alle publiekrechtelijke vennootschappen waarin zij rechtstreeks of onrechtstreeks deelnemingen bezitten.

Art. 101. § 1. De bij artikel 100 aan de Koning verleende bevoegdheden vervallen op 31 juli 1994.

§ 2. De krachtens deze bevoegdheden genomen besluiten kunnen de geldende wetbepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen en vervangen of ervan afwijken.

§ 3. Wanneer de bij deze wet verleende bevoegdheden zijn vervallen, kunnen die besluiten enkel bij wet worden opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen.

§ 4. De ontwerpbesluiten vermeld in artikel 100 worden besproken in een verslag aan de Koning en om advies voorgelegd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State.

De met toepassing van artikel 100 genomen koninklijke besluiten zullen onverwijld bij de wetgevende Kamers worden neergelegd.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 juli 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

De Minister van Begroting,

Mevr. M. OFFECIERS-VAN DE WIELE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET